



Strasbourg, le 26 février 2021

CAHAI(2021)03

COMITÉ AD HOC SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (CAHAI)

4^e réunion

Strasbourg, 26 février 2021

Réunion en ligne – Plate-forme KUDO

RAPPORT DE RÉUNION ABRÉGÉ

Préparé par le Secrétariat du CAHAI

www.coe.int/cahai

I. Introduction

1. Le Comité ad hoc du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle (ci-après dénommé « CAHAI » ou « le Comité ») a tenu sa 4^e réunion plénière en ligne le 26 février 2021, conformément à son mandat adopté par le Comité des Ministres le 11 septembre 2019.
2. Le président, M. Gregor Stojin (Slovénie), ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à tous les participants.

II. Liste des points abordés lors de la réunion et des décisions prises par le CAHAI

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion

3. M. Patrick Penninckx, Chef du Service de la société de l'information du Conseil de l'Europe, prononce son allocution d'ouverture à l'intention du Comité.
4. Le Comité le remercie.

Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

5. L'ordre du jour et l'ordre des travaux sont adoptés sans modification.

Point 3 de l'ordre du jour : Bilan depuis la dernière réunion plénière et projet de table des matières des principaux éléments d'un cadre juridique fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, d'état de droit et de démocratie

6. Les coprésidents du groupe d'élaboration des politiques du CAHAI (CAHAI-PDG) et du groupe sur les cadres juridiques du CAHAI (CAHAI-LFG) présentent les activités des groupes de travail et le projet de table des matières en précisant la répartition provisoire du travail entre le CAHAI-PDG et le CAHAI-LFG, et invitent le Comité à donner son avis et à faire part de ses observations.
7. Le Comité prend note des présentations et du projet de table des matières en l'état, et fait observer que les deux groupes devraient faire porter leurs travaux sur la définition et l'élaboration des principaux éléments d'un cadre juridique sur l'IA reposant sur les normes du Conseil de l'Europe, qui sera intégré dans le rapport final du CAHAI destiné au Comité des Ministres. Les deux groupes devront indiquer, dans la mesure du possible et en justifiant leur point de vue, si certains éléments sont, selon eux, plus adaptés à un instrument juridiquement contraignant ou juridiquement non contraignant.
8. Le Comité souligne en outre que les coprésidents du CAHAI-PDG et du CAHAI-LFG doivent coopérer étroitement et de manière continue afin d'éviter que les travaux de ces deux groupes ne se chevauchent inutilement.

Point 4 de l'ordre du jour : Consultations multipartites du CAHAI

9. M. Andrey Neznamov, coprésident du CAHAI-COG, présente les travaux préparatoires menés l'an dernier par le CAHAI-COG, en particulier sur la cartographie des parties prenantes et sa justification.
10. M. Thomas Schneider, membre du Bureau au titre de la Suisse, présente le projet de plan d'action sur la consultation multipartite.

11. Le Comité prend note des présentations, et ses membres, observateurs et participants ont un échange de vues sur le projet de plan d'action et ses annexes.
12. Au terme de cet échange, le Comité adopte le plan d'action. Il prend acte du fait qu'une délégation a indiqué être en désaccord avec la formulation de la question 40 de l'annexe I.

Point 5 de l'ordre du jour : Audition des candidats au statut d'observateur auprès du CAHAI (à huis clos ; pour les chefs de délégation uniquement)

13. Le Comité auditionne les trois organisations ayant demandé le statut d'observateur auprès du CAHAI, à savoir le Centre pour l'intelligence artificielle et les politiques numériques (CAIDP/Center for AI and Digital Policy) de l'Institut Michael Dukakis, le Centre pour la démocratie et l'État de droit (CEDEM/Centre for Democracy and Rule of Law) et l'Association européenne des professionnels de la protection des données (EADPP/European Association of Data Protection Professionals).
14. Le Comité décide à l'unanimité d'admettre le Centre pour l'intelligence artificielle et les politiques numériques (CAIDP) et l'Association européenne des professionnels de la protection des données (EADPP) au sein du CAHAI.
15. S'agissant de l'admission du Centre pour la démocratie et l'État de droit au sein du CAHAI, le Comité ne recueille pas l'unanimité de ses membres et décide de renvoyer la demande au Comité des Ministres, conformément à la section III. C. « Observateurs », alinéa a, de la Résolution CM/Res(2011)24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.
16. Le Comité charge le Secrétariat de notifier les organisations du résultat de ce processus.

Point 6 de l'ordre du jour : Analyse de la consultation électronique des membres, observateurs et participants du CAHAI

17. Le Secrétariat présente au Comité la version actualisée de l'analyse de la consultation en ligne (CAHAI(2020)09-rev3).
18. Le Comité prend note de la présentation du Secrétariat et décide de la rendre publique.

Point 7 de l'ordre du jour : Classification des systèmes d'IA : travaux en cours au sein de l'OCDE

19. M. Marko Grobelnik, membre du CAHAI au titre de la Slovénie et membre de la réunion du groupe de travail sur la classification des systèmes d'IA au sein de l'OCDE et M^{me} Karine Perset, administratrice de l'Observatoire des politiques relatives à l'IA de l'OCDE, Division des politiques de l'économie numérique de l'OCDE, présentent les travaux en cours au sein de l'OCDE sur la classification des systèmes d'IA.
20. Le Comité remercie M. Grobelnik et M^{me} Perset pour le point sur les travaux menés actuellement par l'OCDE dans le domaine de l'IA et pour leurs propositions préliminaires concernant le renforcement de la coopération entre l'OCDE et le CAHAI, notamment dans le contexte du cadre de l'OCDE relatif à l'IA, propositions dont il prend note. Il charge les deux groupes de travail du CAHAI, étant donné qu'ils examinent des questions en lien avec la définition de l'IA, la coopération et les mécanismes de conformité, de tenir compte des travaux de l'OCDE et de faire rapport à la plénière ultérieurement.

Point 8 de l'ordre du jour : État d'avancement de la consultation sur le projet de déclaration du Comité des Ministres sur les risques de la prise de décision assistée par ordinateur ou reposant sur l'IA dans le domaine des dispositifs de protection sociale

21. Le Secrétariat informe le Comité des autres demandes pendantes présentées par le Comité des Ministres pour avis du CAHAI et fait des propositions sur la manière d'y donner suite. En particulier, il est proposé que le Secrétariat prépare un projet de réponse à toute demande, qui sera transmis au président et fera ensuite l'objet d'une procédure écrite d'approbation des membres du Comité.
22. Le Comité décide de suivre la proposition du Secrétariat concernant la procédure à appliquer pour répondre aux demandes d'avis du Comité des Ministres et charge le Secrétariat de soumettre au Comité des Ministres les commentaires du CAHAI, tels que modifiés, sur le projet de déclaration du Comité des Ministres sur les risques de la prise de décision assistée par ordinateur ou reposant sur l'IA dans le domaine des dispositifs de protection sociale.

Point 9 de l'ordre du jour : Point d'information : Conférence sur « La protection des droits de l'homme à l'ère de l'IA – l'Europe, normalisatrice internationale dans le domaine de l'intelligence artificielle ». Conférence organisée par la présidence allemande du Comité des Ministres

23. Le Comité prend note des informations fournies par M. Wolfgang Teves, membre du CAHAI au titre de l'Allemagne, sur la Conférence intitulée « La protection des droits de l'homme à l'ère de l'IA – l'Europe, normalisatrice internationale dans le domaine de l'intelligence artificielle » organisée en janvier 2021 par la présidence allemande du Comité des Ministres.

Point 10 de l'ordre du jour : Dates et lieu des prochaines réunions

24. Le Comité prend note du document CAHAI(2020)25rev3 comprenant les dates des réunions plénières du CAHAI, des réunions du Bureau et des réunions des groupes de travail pour 2021.
25. La prochaine réunion plénière se tiendra du 5 au 7 juillet 2021.

Point 11 de l'ordre du jour : Questions diverses

26. Le Comité prend note des informations fournies par M. David Leslie, membre du Bureau au titre du Royaume-Uni, concernant le document d'introduction sur l'étude de faisabilité publié par l'Institut Alan Turing, et le remercie de cette initiative. Il prend également note des informations fournies par la délégation de l'Azerbaïdjan concernant la conférence à venir sur le thème « Intelligence artificielle pour la gouvernance numérique ».
27. Une délégation propose de modifier le paragraphe 93 du rapport complet de la 3^e réunion plénière pour qu'il soit en phase avec le paragraphe 179 de l'étude de faisabilité. Le Comité accepte cette proposition.

Point 12 de l'ordre du jour : Adoption du rapport abrégé et clôture de la réunion

28. Le CAHAI adopte le rapport abrégé de la réunion et la liste des décisions.
29. Le président remercie les participants pour leur participation active à la réunion et le Secrétariat pour le soutien apporté à l'organisation de la réunion.

Fin de la réunion

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR ET D'ORDRE DES TRAVAUX

Vendredi 26 février, matin		
Timing	Référence du document	Point de l'ordre du jour
9h30		1. Ouverture de la réunion <ul style="list-style-type: none"> M. Patrick Penninckx, Chef de Service de la société de l'information, Conseil de l'Europe
9h45	CAHAI(2021)OJ1	2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
10h00	CAHAI-BU(2021)REP1 CAHAI-PDG(2021)PV1rev. CAHAI-LFG(2021)PV1 (en anglais) Étude de faisabilité CAHAI(2020)23 Rapport abrégé de la réunion plénière CAHAI(2020)26 Rapport complet de la réunion plénière CAHAI(2020)27	3. Bilan depuis la dernière réunion plénière et projet de table des matières des principaux éléments d'un cadre juridique fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, d'état de droit et de démocratie <ul style="list-style-type: none"> Présentation par les co-présidents du groupe d'élaboration des politiques du CAHAI (CAHAI-PDG) et du groupe sur les cadres juridiques du CAHAI (CAHAI-LFG) sur l'activité des groupes de travail Présentation du projet de table des matières et des commentaires par les membres, observateurs et participants du CAHAI
10h45	Plan d'action CAHAI(2021)02 (en anglais)	4. Consultation multipartite du CAHAI <ul style="list-style-type: none"> Présentation par Mme Victoria Alsina et M. Andrey Neznamov, co-présidents du CAHAI-COG, des travaux préparatoires effectués par le CAHAI-COG l'année dernière, en particulier sur la cartographie des acteurs et sa justification Présentation par M. Thomas Schneider, membre du Bureau au titre de la Suisse, du projet de plan d'action sur la consultation multipartite, suivie d'une discussion avec les délégations
11h30		5. Audition des candidats au statut d'observateur auprès du CAHAI (à huis clos ; pour les chefs de délégation uniquement)
12h00		Clôture de la session du matin

Vendredi 26 février - après-midi		
14h30		4. [suite] Consultation multipartite du CAHAI Présentation du projet de plan d'action sur la consultation multipartite, suivie d'une discussion avec les délégations
15h15	CAHAI(2020)09-rev3 (restreint)	6. Analyse de la consultation électronique des membres, observateurs et participants du CAHAI Présentation par le secrétariat suivie d'une discussion
15h45		7. Classification des systèmes d'IA : travaux en cours au sein de l'OCDE Présentation par M. Marko Grobelnik, membre du CAHAI au titre de la Slovénie, membre de la réunion du groupe de travail sur la classification des systèmes d'IA au sein de l'OCDE et Mme Karine Perset, Administrateur de l'Observatoire des politiques IA de l'OCDE, Division de la politique de l'économie numérique de l'OCDE
16h15	CAHAI(2021)01 (en anglais)	8. Etat d'avancement de la consultation sur le projet de déclaration du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur les risques de la prise de décision assistée par ordinateur ou reposant sur l'IA dans le domaine du filet de protection sociale Informations du Secrétariat concernant les autres demandes pendantes présentées par le Comité des Ministres pour avis du CAHAI, et sur les propositions sur la manière d'y donner suite.
16h30		9. Point d'information : Conférence sur "La protection des droits de l'homme à l'ère de l'intelligence artificielle - L'Europe en tant que référence internationale pour la réglementation de l'intelligence artificielle" - Conférence organisée par la présidence allemande du Comité des ministres
16h35	CAHAI(2020)25rev.3	10. Dates et lieu des prochaines réunions
16h40		11. Toute autre question
16h45		12. Adoption du rapport abrégé et clôture de la réunion
17h00		Fin de la réunion

ANNEXE II

**MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

ALBANIA / ALBANIE

Ms Sabrina QYPI, Department of Criminal Analyses and Information, Albanian State Police /
Département des Analyses et renseignements criminels, Police d'État albanaise

ANDORRA / ANDORRE

Ms Olímpia TORRES BARROS, Third Secretary, Service of General and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs / *Troisième secrétaire, Service des affaires générales et juridiques, ministère des affaires étrangères*

Ms Jordi ASCENSI, Project Coordinator, Andorra Innovation Hub – Andorra Research & Innovation /
Coordinateur de projet, Centre d'innovation d'Andorre - Recherche et innovation d'Andorre

ARMENIA / ARMÉNIE

Ms Zoya TOVMASYAN, Department of Law and International Treaties, Ministry of Foreign Affairs /
Département du droit et des traités Internationaux, Ministère des affaires étrangères

Ms Alvard VARDANYAN, Specialist of Ecosystem Development Division, High-Tech Department, Ministry of High-Tech Industry / *Spécialiste de la Division du développement des écosystèmes, Département des hautes technologies, Ministère de l'industrie des hautes technologies*

Mr John MOMJIAN, Expert of the Digitalization Department, Ministry of High-Tech Industry / *Expert, Département de la numérisation, Ministère de l'industrie des hautes technologies*

Mr Erik HOVSEPYAN, Senior Specialist, International Cooperation Department, EU and International Organizations Division, Ministry of High-Tech industry / *Spécialiste principal, département de la coopération internationale, division UE et organisations internationales, Ministère de l'industrie des hautes technologies*

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Heidi HAVRANEK, Department for International Relations and Legal Matters, Head of Unit for International Digital Matters and E-Government, Federal Ministry for Digital and Economic Affairs /
Département des relations internationales et des questions juridiques, chef de l'unité des affaires numériques internationales et de l'administration en ligne, ministère fédéral des affaires numériques et économiques

Mr Martin HACKL, Chief Digital Officer, Federal Ministry of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice / *Chef de la direction numérique, ministère fédéral des affaires constitutionnelles, des réformes, de la déréglementation et de la justice*

Mr Martin SCHNEIDER, Consultant, Dep III 3, Legal Information and IT, Federal Ministry of Justice / *Consultant, Dep III 3, Information juridique et informatique, Ministère fédéral de la Justice*

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Fariz T. JAFAROV, Director, E-GOV Development Center / *Directeur, Centre de développement E-GOV*

Mr Gunay KAZIMZADE, Executive Advisor on AI, E-GOV Development Center / *Conseiller exécutif sur l'IA, Centre de développement E-GOV*

Ms Aziza VIDADI, International Relations Specialist, Strategic Development and Communications Department, E-GOV Development Center / *Spécialiste des relations internationales, Département du développement stratégique et de la communication, Centre de développement E-GOV*

Mr Samir MAMMADOV, Senior AI Specialist, E-GOV Development Center / *Spécialiste principal en IA, Centre de développement E-GOV*

Mr Ismayil RASULZADE, Assistant to the Director, E-GOV Development Center / *Assistant du Directeur, Centre de développement E-GOV*

BELGIUM / BELGIQUE

Ms Peggy VALCKE - Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Présidente du CAHAI-LFG
Professor of Law and Technology, Faculty of Law at the KU Leuven / *Professeur de droit et de technologie, Faculté de droit à la KU Leuven*

Ms Nathalie SMUHA, Independent Expert - Researcher in Law and Ethics of Technology at the KU Leuven Faculty of Law & Head of AI4Belgium's Ethics & Law Working Group / *Expert indépendant - Chercheur en droit et éthique des technologies à la Faculté de droit de la KU Leuven et Chef du groupe de travail "Ethique et droit" d'AI4Belgium*

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZÉGOVINE

Mr Dag DZUMRUKCIC, Minister counsellor, Department for International Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs / *Ministre conseiller, Département des affaires juridiques internationales, Ministère des affaires étrangères*

BULGARIA / BULGARIE

Mme Janeta ROGOVA, Head of Legal activity in the field of transport, communications and e-government Department, Legal Directorate, Ministry of Transport, Information Technology and Communications / *Chef de l'activité juridique dans le domaine du transport, des communications et du département de l'e-gouvernement, Direction juridique, Ministère des transports, des technologies de l'information et des communications*

CROATIA / CROATIE

Ms Gordana LUČAR KORAČ, Senior advisor specialist, Ministry of Justice and Public Administration / *Spécialiste conseillère principale, Ministère de la justice et de l'administration publique*

Ms Leda LEPRI, Senior advisor specialist, **Ministry of Justice and Public Administration / Spécialiste conseillère principale, Ministère de la justice et de l'administration publique**

CYPRUS / CHYPRE

Mr Aristos TSIARTAS, Head of Human Rights Department, Ministry of Justice and Public Order / *Chef du Service des droits de l'Homme, Ministère de la justice et de l'ordre public*

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Ms Monika HANYCH, Legal Counsellor, Office of the Government Agent before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice / *Conseillère juridique, bureau de l'agent du Gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, Ministère de la justice*

Ms Adriana DERGAM, Member of the Council to the Czech Government for Human Rights, Head of Corporate Comm.& Sustainability, Vodafone (Czech Republic) / *Membre du Conseil du gouvernement tchèque pour les droits de l'homme, responsable de la communication d'entreprise et du développement durable, Vodafone (République tchèque)*

Mr Karel KUHNL, Desk officer for the Council of Europe, Ministry of Foreign Affairs / *Officier de bureau pour le Conseil de l'Europe, Ministère des affaires étrangères*

DENMARK / DANEMARK

Ms Josephine GREMAUD ROSENBERG, Ministry of Justice of Denmark, Office of Data Protection / *Ministère de la justice du Danemark, Office de la protection des données*

ESTONIA / ESTONIE

Ms Siiri AULIK, Adviser, Public Law Division, Ministry of Justice / *Conseillère, division du droit public, Ministère de la justice*

FINLAND / FINLANDE

Ms Mia SPOLANDER, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Finland to the Council of Europe / *Adjointe au Représentant permanent, Représentation permanent de la Finlande auprès du Conseil de l'Europe*

FRANCE

Mr Nicolas AMAR, Deputy to the National Coordinator for Artificial Intelligence / *Adjoint au coordonnateur national pour intelligence artificielle*

Mme Emmanuelle WACHENHEIM, Head of the Expertise and Modernisation Department, Ministry of Justice – General Secretariat / *Cheffe du service de l'expertise et de la modernisation, Ministère de la justice – Secrétariat général*

Mme Victoria LAFAGE-ROUX, Lawyer / *Juriste*

GEORGIA / GÉORGIE

Mr Beka KENKADZE, Senior Lawyer, Private Sector Oversight Department, State Inspector's Service / *Avocat principal, Direction de l'audit du secteur privé et de l'évaluation, Service d'inspection d'État*

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Wolfgang TEVES - Chair of the CAHAI-PDG / Président du CAHAI-PDG
Head of Division for Digital Strategy; Key Policy Issues of the Information Society, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection / *Chef de la Division de la stratégie numérique, questions politiques clés de la société de l'information, ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs*

Mr Tobias KATZSCHMANN, Federal Ministry of Education and Research / *Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (Bundesministerium für Bildung und Forschung - BMBF)*

Ms Lena Kristina HOCKE, LL.M., Senior Lecturer, Unit Digital Strategy, Fundamental Issues of the Information Society / *LL.M. maître de conférences, unité stratégie numérique, questions fondamentales de la société de l'information*

Mr Jan MACLEAN, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Germany to the Council of Europe / *Adjoint au Représentant permanent, Représentation permanente de l'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe*

Ms Swantje MAECKER, Policy officer, Cyber Policy Coordination Unit, Federal Foreign Office / *Chargé de mission, Unité de coordination de la cyberpolitique, Ministère fédéral des affaires étrangères*

Ms Isabella FLORES OVIEDO, Ministry of Justice and Consumer Protection / *Ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs*

GREECE / GRÈCE

Ms Sofia KASTRANTA, Deputy Legal Counsellor, Special Legal Department, Ministry of Foreign Affairs / *Conseillère juridique adjointe, Département juridique spécial, Ministère des affaires étrangères*

Ms Kalliopi POLITOU, Digital Strategy Directorate, Department of Digital Economy, Investments and Digital Skills, Ministry of Digital Governance / *Direction de la stratégie numérique, Département de l'économie numérique, des investissements et des compétences numériques, Ministère de la Gouvernance numérique*

HUNGARY / HONGRIE

Mr Zoltán TURBÉK - Co-Chair of the CAHAI-PDG / Co-Président du CAHAI-PDG

Director, Department of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs and Trade / *Directeur du département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères et du commerce*

Ms Kata BENCZE, Dr., Government High Counsellor, State Secretariat for Cooperation in International and European Justice Affairs, Ministry of Justice / *Haute conseillère du gouvernement, Secrétariat d'État à la coopération en matière de justice internationale et européenne, ministère de la justice*

Mr Viktor SZABO, Desk Officer, Ministry of Innovation and Technology / *Responsable de bureau, Ministère de l'innovation et de la technologie*

Mr Dezső MIKLÓS, Deputy Director of Alfréd Rényi Research Institute of the Hungarian Academy of Sciences / *Directeur adjoint de l'institut de recherche Alfréd Rényi de l'Académie des sciences de Hongrie*

Ms Abigel GYORGY, Department of International Organisations, Ministry of Foreign Affairs and Trade / *Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères et du commerce*

ICELAND / ISLANDE

Ms Lilja JONSDOTTIR, Specialist, Department of Policy Coordination, Prime Minister's Office / *Spécialiste, Département de la coordination des politiques, Cabinet du Premier ministre*

IRELAND / IRLANDE

Ms Eimear FARRELL, Assistant Principal, National AI Strategy & EU industrial policy, Department of Business, Enterprise & Innovation / *Directeur adjoint, Stratégie nationale d'IA et politique industrielle de l'UE, Département des affaires, des entreprises et de l'innovation*

Mr Matthew RABET, Policy Support Officer, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe / *Responsable du soutien politique, Représentation permanente de l'Irlande auprès du Conseil de l'Europe*

ITALY / ITALIE

Mr Riccardo VILLA – Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Président du CAHAI-LFG

Counsellor, Deputy Head of Cyber Department, Directorate General Political and Security Affairs, Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation, Rome / *Conseiller, Chef adjoint du département Cyber, Direction générale des affaires politiques et de sécurité, Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Rome*

Mr Marco BELLEZZA, Chief Executive Officer, Infratel Italia S.p.A. / *Directeur général, Infratel Italia S.p.A.*

Ms Serena DELL'AGLI, Executive Assistant, Technical Secretariat of the Managing Director, Infratel Italia S.p.A. / *Assistant exécutif, Secrétariat technique du directeur général, Infratel Italia S.p.A.*

Ms Claudia IASPARRO, Trainee, Permanent Representation of Italy to the Council of Europe / *stagiaire, Représentation Permanente de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe*

Ms Geisa CIPRIANI, Trainee, Permanent Representation of Italy to the Council of Europe / *stagiaire, Représentation Permanente de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe*

LATVIA / LETTONIE

Mr Jānis RATKEVICS, Senior Experts, Information Society Policy Implementation Coordination Division, Ministry of Environment and Regional Development / *Expert principal, Division de la coordination de la mise en œuvre de la politique de la société de l'information, Ministère de l'environnement et du développement régional*

Mr Jānis KĀRKLIŅŠ, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of Latvia to the Council of Europe / *Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Lettonie auprès du Conseil de l'Europe*

LIECHTENSTEIN

Ms Alina BRUNHART, Diplomatic Officer, Division for Security and Human Rights, Office for Foreign Affairs / *Diplomate, Division de la sécurité et des droits de l'homme, Office pour les Affaires Etrangères*

LITHUANIA / LITUANIE

Mr Darius GAIDYS, Ambassador for Digital Affairs, Ministry of Foreign Affairs / *Ambassadeur pour les affaires numériques, Ministère des affaires étrangères*

Mr Petras JAKAVANOVIS, Senior adviser, Digital Agenda Department, Ministry of Economy and Innovation / *Conseiller, Service de la stratégie numérique, Ministère de l'économie et de l'innovation*

LUXEMBOURG

M. Max GINDT, Government of the Grand Duchy of Luxembourg, Ministry of State, Media and Communications Service / *le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Ministère d'État, Service des médias et des communications*

Ms Michèle FINCK, Senior Research Fellow, Max Planck Institute for Innovation and Competition / *Chercheuse principale, Institut Max Planck pour l'innovation et la concurrence*

MALTA / MALTE

Mr Trevor SAMMUT, Chief Regulatory Officer, Malta Digital Innovation Authority / *Chef de la réglementation, Autorité de l'innovation numérique de Malte*

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Ms Veronica CRETU, Independent expert / *Expert indépendant*

Ms Corina CALUGARU, Ambassador, Permanent Representative of the Republic of Moldova to the Council of Europe / *Ambassadeur, Représentante permanente de la République de Moldova auprès du Conseil de l'Europe*

MONACO

Mme Hélène AMOURDEDIEU, Policy officer, Head of the legal unit of the Interministerial Delegation in charge of Digital Transition / *Chargée de mission, responsable de la cellule juridique de la Délégation Interministérielle chargée de la Transition Numérique*

MONTENEGRO

Ms Milica VUCINIC, Adviser, Directorate for e-government and cyber security, Ministry of Public Administration / *Conseillère, Direction de l'administration en ligne et de la cybersécurité, ministère de l'administration publique*

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Sander MUL, Senior Policy Adviser, Ministry of Justice and Security / *Conseiller politique principal, Ministère de la justice et de la sécurité*

Mr Michael VOS, Senior Policy Advisor, AI Policy Team, Ministry of Justice and Security / *Conseiller politique principal, équipe chargée de la politique d'AI, Ministère de la justice et de la sécurité*

NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD

Ms Elena BODEVA, Head of Unit, Directorate for Multilateral Relations and Security Cooperation, Ministry of Foreign Affairs / *Chef d'unité, Direction des relations multilatérales et de la coopération en matière de sécurité, Ministère des affaires étrangères*

Mr Ivica DIMITROVSKI, PhD, Associate Professor, Faculty of Computer Science and Engineering, Ss.Cyril and Methodius University, Skopje / *Professeur agrégé, Faculté d'informatique et d'ingénierie, Université de Ss.Cyril et Methodius, Skopje*

NORWAY / NORVÈGE

Ms Heather BROOMFIELD, Senior Advisor / *Conseiller principal*

Mr Truls Loke DESBANS, Policy and Communications Officer, Permanent Mission of Norway to the Council of Europe / *Responsable de la politique et de la communication, mission permanente de la Norvège auprès du Conseil de l'Europe*

POLAND / POLOGNE

Mr Robert KROPLEWSKI, Plenipotentiary of the Minister of Digitization for the Information Society, Ministry of Digitization / *Plénipotentiaire du ministre de la numérisation pour la société de l'information, Ministère de la numérisation*

Ms Cecylia BERNACKA, Ministry of Justice / *Ministère de la justice*

PORTUGAL

Mr Pedro ALMEIDA, Legal Adviser, European Affairs Coordination Unit, Directorate-General for Justice Policy, Ministry of Justice / *Conseiller juridique, Unité de coordination des affaires européennes, Direction générale de la politique de la justice, Ministère de la justice portugais*

ROMANIA / ROUMANIE

Mr Andrei DINCULESCU BIGHEA, Counsellor, Government of Romania / *Conseiller, Gouvernement de la Roumanie*

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Mr Rustam TIKHONOV, Director of the Department for Strategic Development and Innovation at the Ministry of Economic Development / *Directeur du département pour le développement stratégique et l'innovation au ministère du développement économique*

Ms Maria ALEEVA, Counsellor, Division of Institutions of Innovation Development of the Department for Strategic Development and Innovation at the Ministry of Economic Development of the Russian Federation / *Conseillère de la division des institutions de développement de l'innovation du département pour le développement stratégique et l'innovation au ministère du développement économique de la Fédération de Russie*

Mr Konstantin KOSORUKOV, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe / *Adjoint au Représentant permanent, Représentation permanente de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe*

Mr Andrey IGNATYEV, MGIMO AI Team / *Equipe IA du MGIMO*

Mr Andrey KULESHOV, Advisor on international cooperation and coordination, Center for Artificial Intelligence Science and Technology, Moscow Institute of Physics and Technology / *Conseiller en matière de coopération et de coordination internationales, Centre pour la science et la technologie de l'intelligence artificielle, Institut de physique et de technologie de Moscou*

Mr Andrey NEZNAMOV - Co-Chair of the CAHAI-COG / Co-Président du CAHAI-COG
Senior researcher of the Russian Academy of Science, Executive director for AI regulation, Sberbank / *Chercheur principal de l'Académie des sciences de Russie, Directeur exécutif pour la réglementation de l'IA, Sberbank*

Ms Sofia ZAKHAROVA, Head of the Department, Presidential Directorate for the Development of ICT and Communication Infrastructure / *Chef du Service, Direction présidentielle pour le développement des TIC et des infrastructures de communication*

Ms Alexandra KRIVOSHEEV, Sberbank

Mr Alexey SAZHINOV, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe / *Adjoint au Représentant permanent, Représentation permanente de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe*

Ms Elena MIMOGLYADOVA,

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Mr Nicola FABIANO, President, Data Protection Authority / *Président de l'autorité de protection des données*

SERBIA / SERBIE

Ms Dara GRAVARA STOJANOVIC, Ministry of Public Administration and Local Self-Government / *Ministère de l'administration publique et des collectivités territoriales*

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Jana NOVOHRADSKA, Office of the Deputy Prime Minister of the Slovak Republic for Investments and Informatization / *Bureau du vice-premier ministre de la République Slovaque chargé des investissements et de l'informatisation*

Ms Barbora ŠIKUTOVA, Legal expert, International Law Section, Department of European Affairs and Foreign Relations Ministry of Justice / *Juriste expert, Section du droit international, Département des affaires européennes et des relations extérieures Ministère de la justice*

Ms Juraj PODROUŽEK, Digital Policies and International Relations Division Officer, Office of the Deputy Prime Minister of the Slovak Republic for Investments and Informatization / *Responsable de la division des politiques numériques et des relations internationales, Bureau du vice-premier ministre de la République slovaque pour les investissements et l'informatisation*

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Mr Gregor STROJIN - Chair of the CAHAI / Président du CAHAI

Advisor to the President, Supreme Court of the Republic of Slovenia / *Conseiller du Président, Cour suprême de la République de Slovénie*

Mr Nick LOGOFETOV, Legal adviser, Office for International Cooperation and Mutual Legal Assistance, Ministry of Justice / *Conseiller juridique, Bureau de la coopération internationale et de l'assistance juridique mutuelle, ministère de la justice*

Mr Marko GROBELNIK, Expert researcher in the field of Artificial Intelligence (AI), Department for Artificial Intelligence, Jozef Stefan Institute, Slovenia / *Chercheur expert dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), Département de l'intelligence artificielle, Institut Jozef Stefan, Slovénie*

SPAIN / ESPAGNE

Ms Victoria ALSINA BURGUES - Co-Chair of the CAHAI-COG / Co-Présidente du CAHAI-COG

Apologised / Excusé

Industry Assistant Professor and Academic Director, Center for Urban Science and Progress, Associated Faculty, Technology, Culture and Society Department, Senior Fellow, The Governance Lab / *Professeur adjoint en industrie et Directeur académique, Center for Urban Science and Progress, Faculté associée, Département Technologie, Culture et Société, Senior Fellow, The Governance Lab*

Ms Laura FLORES IGLESIAS, Deputy Director General of Artificial Intelligence and Digital Enabling Technologies, State Secretariat for Digitalisation and Artificial Intelligence, Ministry of Economic Affairs and Digital Transformation / *Directrice générale adjointe de l'intelligence artificielle et des technologies numériques habilitantes, Secrétariat d'Etat à la numérisation et à l'intelligence artificielle, Ministère de l'économie et de la transformation numérique*

Mr Mario HERNANDEZ RAMOS, Senior Adviser, General Directorate Legal International Cooperation and Human Rights, Ministry of Justice / *Conseiller principal, Direction générale de la coopération juridique internationale et des droits de l'homme, Ministère de la justice*

Mr Alberto MERCHANTTE, Senior Adviser, State Secretariat for Digitalisation and Artificial Intelligence, Ministry of Economic Affairs and Digital Transformation / *Conseiller principal, Secrétariat d'Etat à la numérisation et à l'intelligence artificielle, ministère de l'économie et de la transformation numérique*

Mr David DE FRANCISCO, Senior Adviser, State Secretariat for Digitalisation and Artificial Intelligence, Ministry of Economic Affairs and Digital Transformation / *Conseiller principal, Secrétariat d'Etat à la numérisation et à l'intelligence artificielle, ministère de l'économie et de la transformation numérique*

Mr Ricardo SANZ, Professor of Systems and Autonomous Engineering in the Technical University of Madrid, Researcher of the joint centre CSIC-UPM on Autonomous Systems and Robotics / *Professeur d'ingénierie des systèmes et d'ingénierie autonome à l'Université technique de Madrid, chercheur du centre commun CSIC-UPM sur les systèmes autonomes et la robotique*

Mr Juan Ignacio IQUINO LAFUENTE, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Spain to the Council of Europe / *Adjoint au Représentant permanent de l'Espagne auprès du Conseil de l'Europe*

SWEDEN / SUÈDE

Mr Magnus NORDSTRÖM, Deputy Director, Europe Division, Department for European Security Policy, Ministry for Foreign Affairs / *Directeur adjoint, Division Europe, Département de la politique de sécurité européenne, Ministère des affaires étrangères*

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Roger DUBACH, Ambassador, Federal Department of Foreign Affairs, Deputy Director Directorate of Public International Law, Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) / *Ambassador, département fédéral des affaires étrangères, vice-directeur de la direction du droit international public, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)*

Mr Thomas SCHNEIDER, Ambassador, Director of International Affairs, Swiss Federal Office of Communication (OFCOM), Swiss Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications (DETEC) / *Ambassadeur, Directeur des affaires internationales, Office fédéral de la communication (OFCOM), Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)*

Mr Jürg LINDENMANN, Advisor, Directorate of International Law (DIP), Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) / *Conseiller, Direction du droit international public, Département fédéral des affaires étrangères*

Ms Livia WALPEN, Senior Policy Advisor International Relations, Swiss Federal Office of Communication (OFCOM), Swiss Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications (DETEC) / *Conseiller politique principal en relations internationales, Office fédéral de la communication (OFCOM), Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)*

TURKEY / TURQUIE

Ms Hande MERCAN AYGEN, Head of Department, Ministry of Science and Technology – DG for EU and Foreign Affairs / *Chef de département, Ministère des sciences et de la technologie – DG pour l'UE et les Affaires étrangères*

Ms Leyla KESER BERBER, Prof., Dr., University of Bilgi / *Université de Bilgi*

Ms Güldane Benan AKBAŞ, EU Expert, Ministry of Science and Technology – DG for EU and Foreign Affairs / *Expert de l'UE, Ministère des sciences et de la technologie – DG pour l'UE et les Affaires étrangères*

Ms Zümrüt MÜFTÜOĞLU, Expert, Presidency of the Republic of Turkey – Digital Transformation Office / *Expert, Présidence de la République de Turquie – Bureau de la transformation numérique*

Mr Nevzat OZMEN, Rapporteur Judge, Ministry of Justice / *Rapporteur juge, Ministère de la justice*

Mr İsmet GÜVENÇ KAYAŞ, Rapporteur Judge, Ministry of Justice / *Rapporteur Juge, Ministère de la justice*

Ms Sumeyye SABANCI, Ministry of Science and Technology / *Ministère des sciences et de la technologie*

UKRAINE

M. Oleksandr KOMPANIETS, Director of the Digital Economy Directorate, Ministry of Digital Transition / *Directeur de la Direction de l'économie numérique, Ministère de la transition numérique*

M. Vitalii GONCHARUK, Head of the Expert Committee on Artificial Intelligence at the Ministry of Digital Transition / *Chef du Comité des experts sur l'Intelligence Artificiel auprès du Ministère de la transition numérique*

Ms Oleksandra KOVALENKO, Head of the Expert Group on Child Online Safety, Ministry of Digital Transition / *Chef du groupe des expert sur la sécurité en ligne des enfants, Ministère de la transition numérique*

Mr Hordii RUMIANTSEV, Ministry of Digital Transformation of Ukraine / *Ministère de la Transformation numérique de l'Ukraine*

M. Serhii YARMOLENKO, Lawyer, member of the Expert Committee on Artificial Intelligence at the Ministry of Digital Transformation of Ukraine / *avocat, membre du Comité des experts sur l'Intelligence artificiel auprès du Ministère de la transformation numérique de l'Ukraine*

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Megan WILSON, EU Policy Advisor, Department for Digital, Culture, Media and Sport / *Conseillère politique de l'UE, Département pour le numérique, la culture, les médias et les sports*

Ms Rose WOOLHOUSE, Head of Europe Desk at the UK Government for Artificial Intelligence / *Chef du bureau Europe du gouvernement britannique pour l'intelligence artificielle*

Mr David LESLIE, Research Team Leader in Data Ethics, Governance and Regulation of Digital Technologies, Applied Ethics of Artificial Intelligence, and AI and Society, The Alan Turing Institute / *Chef d'équipe de recherche en éthique des données, gouvernance et réglementation du numérique Technologies, éthique appliquée de l'intelligence artificielle, IA et société, l'institut Alan Turing*

Mr Cailean OSBORNE, Centre for Data Ethics and Innovation / *Centre pour l'éthique des données et l'innovation*

COUNCIL OF EUROPE BODIES AND INSTITUTIONS / ORGANES ET INSTITUTIONS DU CONSEIL DE L'EUROPE

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE (PACE) / ASSEMBLÉE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE (APCE)**

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX

Mr Roman CHLAPAK, Secretary, Governance Committee / *Secrétaire, Comité de gouvernance*

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS (ECHR) / COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH)

COUNCIL OF EUROPE COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS / COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME DU CONSEIL DE L'EUROPE

CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE

Ms Francesca FANUCCI, Senior legal advisor at European Center for Not-for-Profit Law / *Conseiller juridique principal au Centre européen pour le droit des associations à but non lucratif*

Mr Didier SCHRETTTER, Representative of the Conference of INGOS, Chair of the European Association for Audiovisual Media Education (EAAME) / *Représentant de la Conférence des OING, Président de l'Association Européenne pour l'Éducation aux Médias Audiovisuels (AEEMA)*

COMMITTEES AND OTHER COUNCIL OF EUROPE BODIES ENGAGED IN RELATED WORK / COMITÉS OU AUTRES ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE ENGAGÉS DANS DES TRAVAUX CONNEXES

AD HOC COMMITTEE FOR THE RIGHTS OF THE CHILD / COMITÉ AD HOC POUR LES DROITS DE L'ENFANT (CAHENF)

ADVISORY COUNCIL ON YOUTH / CONSEIL CONSULTATIF POUR LA JEUNESSE (CCJ)

Ms Emilija GAGRČIN, Representative of the Advisory Council on Youth (CCJ) / *Représentante du Conseil Consultatif pour la Jeunesse (CCJ)*

CONSULTATIVE COMMITTEE – DATA PROTECTION / COMITE CONSULTATIF- PROTECTION DES DONNEES (T-PD)

Mme Sophie KWASNY, Head of the Data Protection Unit / *Chef de l'Unité Protection des données*

Mr Alessandro MANTELERO, Associate Professor of Private Law and Law & Technology at the Polytechnic University of Turin / *Professeur associé de droit privé et de droit et technologie à l'Université polytechnique de Turin*

CULTURAL SUPPORT FUND / FONDS CULTUREL (EURIMAGES)

M. Thierry HUGOT, Financial analyst, Eurimages Secretariat / *Analyste financier, Secrétariat d'Eurimages*

EUROPEAN AUDIOVISUAL OBSERVATORY / OSERVATOIRE EUROPÉEN DE L'AUDIOVISUEL

EUROPEAN COMMISSION FOR THE EFFICIENCY OF JUSTICE / COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE (CEPEJ)

Ms Merethe ECKHARDT, Member of the Working Group on the Quality of Justice of the CEPEJ, Director of Development, The Danish Court Administration, Centre for Law, Training and Communication, / *Membre du groupe de travail sur la qualité de la justice du CEPEJ, Directeur du développement, Administration de la Cour danoise, Centre de droit, de formation et de communication*

EUROPEAN COMMISSION AGAINST RACISM AND INTOLERANCE / COMMISSION EUROPEENNE CONTRE LE RACISME ET L'INTOLERANCE (ECRI)

Mr Bertil COTTIER, Professor emeritus, Faculty of Communication Sciences, University of Lausanne / *Professeur émérites, Faculté des sciences de la communication, Université de Lausanne*

Ms Zeynep USAL-KANZLER, Lawyer, ECRI Secretariat / *Juriste, Secrétariat ECRI*

EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS / COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)

EUROPEAN COMMITTEE ON DEMOCRACY AND GOVERNANCE / COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)

Mr Peter ANDRE, CDDG Rapporteur on Democracy and Technology, Senior Expert for legal affairs, Federal Ministry of Interior of Austria / *Rapporteur du CDDG sur la démocratie et la technologie, Expert principal pour les affaires juridiques, Ministère fédéral de l'intérieur d'Autriche*

Ms Judith ORLAND, Program Manager Democracy and AI, Democratic Governance Division, CDDG Secretariat / *Responsable du programme Démocratie et AI, Division de la gouvernance démocratique, Secrétariat du CDDG*

EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL COOPERATION / COMITE EUROPEEN DE COOPERATION JURIDIQUE (CDCJ)

EUROPEAN STEERING COMMITTEE FOR YOUTH / COMITÉ DIRECTEUR EUROPÉEN POUR LA JEUNESSE (CDEJ)

GENDER EQUALITY COMMISSION / COMMISSION POUR L'EGALITE DE GENRE (GEC)

Ms Käthlin SANDER, Head of Gender Equality Policy, Estonian Ministry of Social Affairs, Estonian representative in the GEC / *Responsable de la politique d'égalité des sexes, ministère estonien des affaires sociales, représentant estonien au sein du GEC*

STEERING COMMITTEE ON ANTI-DISCRIMINATION, DIVERSITY AND INCLUSION / COMITÉ DIRECTEUR SUR L'ANTI-DISCRIMINATION, LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION (CDADI)

Mr Erik ADELL HELLSTRÖM, L.L.M., Desk Officer, EU- and International Affairs Coordinator, Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy, Ministry of Employment, Sweden / *Chargé de mission, Coordinateur des affaires européennes et internationales, Division des questions de discrimination, de la politique des droits de l'homme et des droits de l'enfant, Ministère de l'emploi, Suède*

STEERING COMMITTEE FOR CULTURE, HERITAGE AND LANDSCAPE COMITE DIRECTEUR DE LA CULTURE, DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE (CDCPP)

Ms Kathrin MERKLE, Head of Culture and Cultural Heritage Division / *Chef de la Division Culture et Patrimoine culturel*

Ms Giuliana DE FRANCESCO, Head of Unit, European Multilateral Relations, Department for Coordination and UNESCO Office, Ministry for Cultural Heritage and Cultural Activities / *Chef d'unité, Relations multilatérales européennes, Département de la coordination et Bureau de l'UNESCO, Ministère du patrimoine culturel et des activités culturelles*

STEERING COMMITTEE FOR EDUCATION POLICY AND PRACTICE / COMITE DIRECTEUR POUR LES POLITIQUES ET PRATIQUES EDUCATIVES (CDPPE)

STEERING COMMITTEE ON HUMAN RIGHTS / COMITÉ DIRECTEUR DES DROITS DE L'HOMME (CDDH)

STEERING COMMITTEE ON MEDIA AND INFORMATION SOCIETY / COMITE DIRECTEUR SUR LES MEDIAS ET LA SOCIETE DE L'INFORMATION (CDMSI)

COMMITTEE OF EXPERTS ON THE EVALUATION OF ANTI-MONEY LAUNDERING MEASURES AND THE FINANCING OF TERRORISM / COMITE D'EXPERTS SUR L'EVALUATION DES MESURES DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (MONEYVAL)

Ms Ivana ZEPPA, Unit 1, Moneyval Secretariat / *Unité 1, Secrétariat de Moneyval*

VENICE COMMISSION / COMMISSION DE VENISE

Mr Michael JANSSEN, Legal Adviser, Elections and Political Parties, Secretariat of the Venice Commission / *Conseiller juridique, Elections et partis politiques, Secrétariat de la Commission de Venise*

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Mr Per IBOLD, Minister Counsellor, Delegation of the European Union to the Council of Europe / *Ministre conseiller, Délégation de l'Union européenne auprès du Conseil de l'Europe*

Mr Kilian MCDONAGH-DIT, Administrative Assistant, Directorate-General for Justice and Consumers, Unit C.2 – Fundamental Rights Policy / *Assistant administratif, Direction générale de la justice et des consommateurs, Unité C.2 - Politique des droits fondamentaux*

Mr Cedric LOMBAERTS, Legal Affairs Trainee for the EU Delegation to the Council of Europe / *Stagiaire en affaires juridiques pour la délégation de l'UE au Conseil de l'Europe*

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / CONTROLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES (CEPD)

Mr Xabier LAREO, Technology and security officer, Technology and Privacy unit / *Agent de la technologie et de la sécurité, unité Technologie et vie privée*

Mr Mario, GUGLIELMETTI,

FUNDAMENTAL RIGHTS AGENCY (FRA) / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE

Ms Jana GAJDOSOVA, Programme Manager - Just, Digital and Secure Societies, Research & Data Unit / *Gestionnaire de programme - Sociétés justes, numériques et sûres, Unité de recherche et de données*

OBSERVER STATES TO THE CAHAI / ETATS OBSERVATEURS DU CAHAI

CANADA

Ms Allison O'BEIRNE, Manager, Innovation, Science and Economic Development Canada / *Gestionnaire, Innovation, Science et Développement économique Canada*

Ms Lesia STANGRET, Legal Officer, Global Affairs Canada, Government of Canada / *Juriste, Affaires Mondiales Canada, Gouvernement du Canada*

Ms Aliénor FAGETTE, Trade Delegate, Mission of Canada to the European Union / *Délégué commercial, Mission du Canada auprès de l'Union européenne*

HOLY SEE / SAINT SIEGE

Mr Paolo BENANTI, Extraordinary Professor, Faculty of Theology - Department of Moral Theology, Pontifical Gregorian University / *Professeur extraordinaire, Faculté de théologie - Département de théologie morale, Université Pontificale Grégorienne*

ISRAEL / ISRAËL

JAPAN / JAPON

Mr Yoichi IIDA, Deputy Director General for G7 and G20 Relations, Global Strategy Bureau, Ministry of Internal Affairs and Communications / *Directeur général adjoint pour les relations avec le G7 et le G20, Bureau de la stratégie mondiale, Ministère de l'intérieur et des communications*

Ms Akiko EJIMA, Professor, Meiji University Law School / *Professeur, Faculté de droit de l'université de Meiji*

Ms Chihiro SAITO, Consul, Consulate General of Japan in Strasbourg / *Consul, Consulat général du Japon à Strasbourg*

Mr Hideaki KOJIMA, Special researcher, Consulate General of Japan in Strasbourg / *Chercheur spécial, Consulat général du Japon à Strasbourg*

MEXICO / MEXIQUE

Dr Jorge Arturo CERGIO HERRAN, Professor, Autonomous Technological Institute of Mexico (ITAM) / *Professeur, Institut Technologique Autonome de Mexique (ITAM)*

Ms María Noemí HERNÁNDEZ TÉLLEZ, Deputy Permanent Observer / *Observateur Permanent Adjoint*

Ms Monica VELARDE, Coordinator for Global Issues, Ministry of Foreign Affairs / *Coordinateur pour les questions mondiales, Ministère des affaires étrangères*

UNITED STATES OF AMERICA / ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ms Darragh PARADISO, Deputy Permanent Observer, Consul General, Office of the Permanent Observer of the United States of America to the Council of Europe / *Observateur permanent adjoint, Consul général, Bureau de l'Observateur permanent des États-Unis d'Amérique auprès du Conseil de l'Europe*

OTHER INTERNATIONAL ORGANISATIONS / AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Organisation for Security and Cooperation in Europe (OSCE) / Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Mr Deniz WAGNER, Adviser, Office of the Representative on Freedom of the Media / *Conseiller, Bureau du Représentant pour la liberté des médias*

Ms Julia HAAS, Assistant Project Officer, Office of the Representative on Freedom of the Media / *Assistant chargé de projet, Bureau du Représentant pour la liberté des médias*

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) / Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Ms Karine PERSET, Administrator – Artificial Intelligence Policy Observatory, Digital Economy Policy Division; Science, Technology and Innovation Directorate / *Administrateur - Observatoire des politiques d'intelligence artificielle, Division de la politique de l'économie numérique, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation*

Ms Laura GALINDO, Consultant, Artificial Intelligence Policy Observatory, Digital Economy Policy Division; Science, Technology and Innovation Directorate / *Consultante, Observatoire des politiques d'intelligence artificielle, Division de la politique de l'économie numérique, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation*

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) / Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO)

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights

United Nations of international children's emergency fund (UNICEF) / Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)

World Health Organisation (WHO) / Organisation mondiale de la santé (OMS)

OBSERVERS/ OBSERVATEURS

EUROPEAN NETWORK OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS / RÉSEAU EUROPÉEN DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (ENNHRI)

Ms Jonida VILA, Expert at the Albanian People`s Advocate Institution / *Expert au "People's Advocate Institution" de l'Albanie*

**COUNCIL OF EUROPE PARTNER INTERNET COMPANIES / ENTREPRISES INTERNET
PARTENAIRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

APPLE

AT&T

Mr Antonio AMENDOLA, Executive Director, International External and Regulatory Affairs // *Directeur
exécutif, Affaires internationales extérieures et réglementaires*

Ms Lisi BRUNNER, Global Public Policy Team / *Équipe chargée des politiques publiques mondiales*

BT

CLOUDFLARE

COMPUTER & COMMUNICATIONS INDUSTRY ASSOCIATION (CCIA)

DEUTSCHE TELEKOM

DIGITALEUROPE

ELEMENT AI (SALESFORCE)

EuroISPA

European Digital SME Alliance

European Telecommunications Network Operators' Association (ETNO)

Ms Xhoana SHEHU,

FACEBOOK

Ms Marisa JIMENEZ MARTIN, Public Policy Director and Deputy Head of EU Affairs / *Directeur des politiques publiques et chef adjoint des affaires européennes*

Mr Janne ELVELID, EU Affairs Manager / *Responsable des affaires européennes*

GLOBAL NETWORK INITIATIVE (GNI)

GOOGLE

GSMA

IBM

Mr Barry O'BRIEN, Government and Regulatory Affairs Executive / *Exécutif des affaires gouvernementales et réglementaires*

ICCO

IEEE SA

Ms Clara NEPPEL, Dr., Senior Director, European Business Operations / *Directeur principal, Opérations commerciales européennes*

Mr Nicolas ECONOMOU, Chairman and Chief Executive Officer, H5, Chair, Law Committee, IEEE Global Initiative on Ethics of Autonomous and Intelligent Systems / *Président et Directeur général, H5, Président du comité juridique, IEEE Initiative mondiale sur l'éthique des systèmes autonomes et intelligents*

INTEL

ISOC

MICROSOFT

Ms Evdoxia NERANTZI, Policy Manager, European Government Affairs / *Responsable politique, Affaires gouvernementales européennes*

CAHAI(2021)03

KASPERSKY

ORANGE

RIPE NCC

Ms Athina FRAGKOULI, Chief Legal Officer, RIPE Network Coordination Centre (NCC) / *Juriste en chef, Centre de coordination du réseau RIPE (NCC)*

TELEFÓNICA

Ms Paloma VILLA MATEOS, Manager, Public Policy & Internet / *Gestionnaire, Politique publique et Internet*

Mr Gonzalo LOPEZ BARAJAS, Manager, Public Policy & Internet / *Gestionnaire, Politique publique et Internet*

**CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS, OTHER PRIVATE SECTOR AND ACADEMIC ACTORS
RELEVANT TO THE WORK OF THE CAHAI / ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE, AUTRES
ACTEURS DU SECTEUR PRIVE ET ACADEMIQUE, CONCERNES PAR LES TRAVAUX DU CAHAI**

ACCESS NOW

AI TRANSPARENCY INSTITUTE

ALGORITHMWATCH PLATFORM

Ms Friederike REINHOLD, Senior Policy Advisor / *Conseillère politique principale*

ALLAI

Ms Catelijjn MULLER, LL.M., President and Co-founder of ALLAI/ *Présidente et co-fondatrice de l'ALLAI*

COUNCIL OF BARS AND LAW SOCIETIES OF EUROPE / CONSEIL DES BARREAUX EUROPEENS (CCBE)

EUROPEAN EXPERTISE & EXPERT INSTITUTE (EEEI)

Mr Robert RANQUET, EEEI Vice President Public Affairs – AI / *EEEI vice-président des affaires publiques - IA*

HOMO DIGITALIS

Mr Eleftherios CHELIOUDAKIS, Co-founder and Secretary of the Board of Directors / *Co-fondateur et secrétaire du conseil d'administration*

HUMAN RIGHTS WATCH

INTERNATIONAL BAR ASSOCIATION (IBA)

Ms Maria Pia SACCO, Senior Legal Advisor, Legal Policy & Research Unit / *Conseillère juridique principale, Unité des politiques juridiques et de la recherche*

Ms Theodora CHRISTOU, Dr., Convenor of Transnational Law and Governance, School of Law, Queen Mary University of London and member of the IBA Working Group on AI / *Convenor de Droit et gouvernance transnationaux, École de droit, Université Queen Mary de Londres et membre du groupe de travail de l'IBA sur l'IA*

Mr Anurag BANA, Senior Legal Advisor IBA Legal Policy and Research Unit, member of the IBA Working Group on AI & Human Rights / *Conseillère juridique principale, Unité des politiques juridiques et de la recherche, membre du groupe de travail de l'IBA sur l'IA et les droits de l'homme*

INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE (ICC)

INTERNATIONAL RESEARCH CENTRE ON ARTIFICIAL INTELLIGENCE (IRCAI)

Mr John SHAWE-TAYLOR, Director / *Directeur*

Ms Mihajela CRNKO, Chief PR Officer / *Chef des relations publiques*

MEDIALAWS

NATIONAL INSTITUTE FOR RESEARCH IN DIGITAL SCIENCE AND TECHNOLOGY / INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE (INRIA)

THE FUTURE SOCIETY

**CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS HAVING APPLIED FOR OBSERVER STATUS / ORGANISATIONS
DE LA SOCIETE CIVILE AYANT DEMANDE LE STATUT D'OBSERVATEUR**

CENTER FOR AI AND DIGITAL POLICY, MICHAEL DUKAKIS INSTITUTE (CAIDP)

Mr Marc ROTENBERG, Founder and Executive Director / *Fondateur et directeur exécutif*

CENTRE FOR DEMOCRACY AND RULE OF LAW (CEDEM)

Ms Tetiana AVDIEIEVA, Lawyer on media law / *Juriste en droit des médias*

EUROPEAN ASSOCIATION OF DATA PROTECTION PROFESSIONALS (EADPP)

Mr Constantinos TSIOURTOS, Advisor to the Chair / *Conseiller de la présidence*

CONSULTANTS

Lord Tim CLEMENT-JONES, Co-Chair All-Party Parliamentary Group on AI & Former Chair, House of Lords Select Committee on AI / *Co-président du groupe parlementaire multipartite sur l'IA et ancien président de la commission spéciale de la Chambre des Lords sur l'IA*

Ms Nathalie SMUHA, Independent Expert - Researcher in Law and Ethics of Technology at the KU Leuven Faculty of Law & Head of AI4Belgium's Ethics & Law Working Group / *Expert indépendant - Chercheur en droit et éthique des technologies à la Faculté de droit de la KU Leuven et Chef du groupe de travail "Ethique et droit" d'AI4Belgium*

Mr Marc-Antoine DILHAC, PhD, Professor of philosophy, University of Montréal; CIFAR Chair in AI Ethics at Mila-Quebec Artificial Intelligence Institute; Director of Algora Lab / *Professeur de philosophie, Université de Montréal ; Chaire CIFAR en éthique de l'IA à l'Institut d'Intelligence Artificielle de Mila-Québec ; Directeur du laboratoire Algora*

**SECRETARIAT GENERAL OF THE COUNCIL OF EUROPE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**DIRECTORATE GENERAL OF HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GÉNÉRALE DES
DROITS DE L'HOMME ET DE L'ÉTAT DE DROIT (DG I)**

Mr Jan KLEIJSEN – Apologised / Excusé

Director, Information Society – Action against Crime, Council of Europe / *Directeur, Société de l'Information – Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe*

Mr Patrick PENNINGKX, Head of Department, Information Society Department / *Chef du Service de la société de l'information*

DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY / DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉMOCRATIE (DG II)

Ms Claudia LUCIANI – Apologised / Excusé

Director, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / *Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance*

SECRETARIAT OF THE CAHAI / SecrÉTARIAT DU CAHAI

Ms Clementina BARBARO - Co-Secretary of CAHAI / *Co-Secrétaire du CAHAI*

Mr Kristian BARTHOLIN - Co-Secretary of CAHAI / *Co-Secrétaire du CAHAI*

M. Yannick MENECEUR - Policy Adviser / *Conseiller en politiques*

Mme Laetitia DIMANCHE, Project Assistant / *Assistante du projet*

Ms Lucy ANCELIN - Assistant to the CAHAI / *Assistante du CAHAI*

Ms Claire ROBINS - Secretariat, Counter-Terrorism / *Secrétariat, Anti-terrorisme*

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Mme Sylvie BOUX

Ms Bettina LUDEWIG

ANNEXE III
(uniquement en anglais)

CAHAI 2nd Deliverable – due end of 2021
* DRAFT *

Elements for a Legal Framework
– Suggestion for a DRAFT ‘Table of Contents’

Draft Table of Contents and initial division of tasks between LFG and PDG (status 12.02.2021)

1. Introduction
2. Potential elements for a **horizontal** binding legal instrument (**LFG**)
 - A. Scope & Purpose of the legal instrument (AI Definition, guiding Principles)
 - B. Substantive elements (drawing e.g. on Chapter 7: potentially relevant rights and obligations, as well as potential red lines)
 - C. Procedural elements
 - Potential compliance mechanisms for the legal framework (Incl. a Human Rights, Democracy & Rule of Law Impact Assessment) (**taking into account PDG Sub-group 1 ongoing work**)
 - Potential follow-up mechanisms
3. Potential elements for a sectoral approach
 - A. Council of Europe mapping work on Verticals (**PDG**)
 - B. Recommendations on further sectoral instruments that may be needed (**LFG + PDG**)
4. Further policy guidance
 - E.g. on AI in the public sector (**PDG Sub-group 2**)
5. Conclusions

Taking into account results from COG

Subgroups LFG

- 1. SG Scope & Basic Principles:**
 - scope, purpose, definitions, basic principles, general criteria for a risk-based approach (identify relevant parameters, e.g. sector, use, ...) *(N.B. this is not about developing a HRIA methodology) (N.B.2 this subgroup could also cover economic and social rights, keeping in mind ongoing work, e.g. CM is preparing a Declaration on AI and social rights).* (FS, Ch.2 – 3.3 – 5)
- 2. SG Human Value Dignity, Autonomy & Freedoms**
 - incl. privacy, self-determination, digital identity) (FS, Ch.7.1.1-2-3)
- 3. SG Non-discrimination, gender equality, fairness, diversity** (Ch.7.1.4)
- 4. SG Impact on democracy and rule of law; right to fair trial** (Ch.7.1.8-9)
- 5. SG Accountability, Responsibility, Transparency**
 - prevention of harm, responsible data governance (Ch.7.1.2-5-6-7)
 - role of MS and private actors, including liability (Ch.7.2-7.3)
- 6. SG “Red lines”**
 - describe in detail particular uses of AI technology – like in relation to profiling, tracking, surveillance – that pose such serious risks that additional measures, incl. a ban or moratorium seems appropriate + determine criteria to distinguish situations for possible ban v. moratorium)
- 7. SG Cooperation; compliance; follow-up** (provisions to be considered in a binding instrument) (Ch.9)

First draft by March 15